

Plaidoyer pour une histoire incarnée

Dans une étude remarquable de lucidité recueillie dans son volume *Historien public* (Gallimard), Pierre Nora écrit que la survie, de nos jours, d'éditeurs pour les sciences humaines constitue un véritable « miracle ». Et il avance cette explication effrayante : « C'est que, dans le dépeuplement universitaire et la bureaucratisation de la recherche, la créativité intellectuelle s'est déplacée hors des enceintes académiques ». Pour cruel qu'il soit, ce constat n'en est pas moins exact. La plupart des publications universitaires spécialisées sont devenues illisibles et écrites pour un public invisible : que signifie un tirage à 500, voire à 150 exemplaires, et un total des ventes qui plafonne à 80 exemplaires la première année ? Peu de chose, et c'est pourtant là le lot de l'immense majorité des productions universitaires, des actes de colloque en particulier.

Cet état de fait est lié au mode actuel d'évaluation des chercheurs qui ne peuvent espérer ni considération ni promotion s'ils n'affichent un nombre estimable de publications. Il s'ensuit une course pour la survie institutionnelle. Mais il y a au marasme des ventes en sciences humaines (sauf exceptions, qui existent : loués soient leurs auteurs car à partir de 5 000 exemplaires on fête désormais un succès) une autre explication. Elle réside dans la manière d'écrire l'histoire. Désormais, graphiques

(un bien beau nom pourtant, partout ailleurs dans le monde on parle plus prosaïquement de sciences « sociales ») en face de la scientificité qui n'a nul besoin d'affichage et qui caractérise les sciences « dures » (un nom bien affreux pourtant).

Or écrire l'histoire s'appelait dans l'Antiquité faire profession d'historiographe : il s'agissait de faire preuve d'un style suffisamment élevé et d'une qualité d'expression suffisamment ornée pour emporter la conviction de son auditeur ou de son lecteur. C'est en tout

« Désormais, graphiques et camemberts peuplent les thèses d'histoire »

cas la définition que donne Cicéron de l'histoire dans son traité sur *Les Lois*, en 52 avant J.-C. : un métier que personne n'est plus digne d'exercer que l'homme de culture formé au patrimoine rhétorique et linguistique de ses devanciers. Bref, écrire l'histoire à Rome, c'était une affaire de grands auteurs, de maîtres latinistes, de vrais écrivains, et non de purs savants.

Cicéron avait eu l'intuition que l'érudition d'un Caton (234-149 avant J.-C.) causerait sa perte pour la postérité : trop abconse, trop savante, trop sèche et sans vie propre, l'œuvre historique du sévère Censeur (il avait écrit une espèce d'encyclopédie sur le passé de Rome sous le titre d'*Origines*) a de fait quasiment disparu et ne nous est plus connue que sous forme de fragments. Nietzsche, qui était philosophe mais qui fut aussi un grand philologue à l'Université de Bâle, ne disait pas autre chose. Dans la seconde de ses *Considérations inactuelles* intitulée « De l'utilité et des inconvénients de l'histoire pour la vie », le philosophe cite ce passage d'une lettre de Goethe à Schiller datée de 1798 : « Au demeurant, je

hais tout ce qui ne fait que m'instruire, sans augmenter ou stimuler directement mon activité ».

Cicéron parlait de l'histoire comme d'une « maîtresse de vie » (*magistra vitae*), ce qui fait hurler encore aujourd'hui tous ceux qui considèrent que le passé n'enseigne rien et qu'il convient de bâillonner les historiens quand ils évoquent autre chose que des faits. Mais, comme Nietzsche l'avait parfaitement compris, « Dès qu'on abuse de l'histoire ou qu'on lui accorde trop de prix, la vie s'étirole et dégénère ». L'excès de sécheresse d'une histoire positiviste et armée de toutes les apparences

de la scientificité (y compris l'abandon de la qualité de la langue) condamne ce type d'écriture à l'état de dérédiction qui est le sien aujourd'hui.

Régis Debray, dans un essai sur l'histoire, *Madame H.*, cite l'auteur du *Tableau de la géographie de la France* (1903), Paul Vidal de la Blache :

« On ne devient géographe que vers l'âge de soixante-dix ans ». Peut-être devait-on ajouter que, historien, on n'est jamais sûr de le devenir un jour. Que peut faire un biographe par exemple ? Le genre de la biographie a retrouvé ses lettres de noblesse et un public fidèle, mais il faut se souvenir de l'exécration dont elle a été longtemps l'objet de la part de ceux qui considéraient que la vie d'un homme comptait peu en face des mouvements de l'histoire (la révolution, forcément) ou des structures (l'économie, bien sûr).

Le doute systématique sur la possibilité qu'un historien, disons un biographe, parvienne à sonder les tréfonds de la psychologie de son personnage entretient un soupçon délétère sur la validité des

enquêtes historiques les mieux menées, celles qui tout en se montrant prudentes sur les intentions équivoques de tel ou tel document, jamais exempt de coloration rhétorique, prêtent une oreille attentive à ce que disent littéralement les sources, à condition de savoir les écouter.

Je pense à la biographie de Ponce Pilate par Aldo Schiavone, tout juste traduite en 2016. L'éminent historien italien rapporte l'entretien (plutôt qu'un interrogatoire) que le préfet de Judée et Jésus eurent un matin de ce vendredi de l'année 30 précédant la fête de Pâques, dans le secret de la forteresse Antonia, à Jérusalem : « Pilate représentait l'empereur, le maître du monde, et cela était établi et connu de tous. Jésus était là au nom de son Père, et de cela il était tout aussi sûr, mais d'une certitude solitaire, en proie au doute et à l'anxiété. Selon l'image qui s'était formée dans son esprit, et selon la vision qu'il devait en transmettre à la mémoire chrétienne, dans le prétoire de Jérusalem se trouvaient non pas un accusé et son juge, mais Dieu et César ». Ponce Pilate. Une énigme entre histoire et mémoire, Fayard, 2016. Peut-être mieux illustrer ce que Mona Ozouf appelle « l'histoire incarnée » et qui dépasse les frontières entre les genres académiques ?

L'historien ne déchoit nullement ni ne trompe personne s'il élargit les moyens de son enquête à ceux que l'on pense être plutôt réservés au romancier. Beaucoup de grands écrivains se sont voulus historiens et on ne saurait interdire à ces derniers d'imiter l'écriture propre à la fiction. L'art n'a jamais desservi la vérité. « Agrégé de lettres classiques, spécialiste des relations entre chrétiens et païens aux IV^e et V^e siècles, Stéphane Ratti est l'auteur de nombreux ouvrages remarquables, dont « Le Premier Saint Augustin » (Éditions Les Belles Lettres, 2016, 352 p., 23,90 €), salué par la critique.



STÉPHANE RATTI

L'historien ne devrait pas voir dans le scientifique un modèle à imiter à tout prix, argumente le professeur d'histoire de l'Antiquité tardive à l'université de Bourgogne-Franche-Comté*.

Le déclin des cabinets ministériels : vers la fin d'une exception française

Les cabinets ministériels constituent une particularité française. Historiquement créés pour contrôler la haute administration, ils se sont progressivement affirmés comme une voie de passage privilégiée par les jeunes élites fraîchement sorties des grandes écoles pour accéder rapidement au sommet du pouvoir politique, administratif, voire économique. En croissance constante depuis la fin des années 1970, les cabinets ministériels se sont imposés comme le nœud gordien du système de gouvernement. Depuis le rapport sur la réforme de l'État de Jean Picq de 1994, la question de leur réforme n'avait jamais abouti.

En signant un décret dès le 18 mai 2017 réduisant le périmètre et le mode de fonctionnement des cabinets ministériels, Emmanuel Macron a pris d'importantes décisions. D'un côté, recentrage des activités des cabinets sur les questions politiques et la communication, et de l'autre, réduction drastique des effectifs accompagnée d'une augmentation des salaires. En réduisant à dix le nombre de collaborateurs d'un ministre, à huit, ceux d'un ministre délégué, et à cinq, ceux d'un secrétaire d'État, il a impulsé une révolution dans les relations entre cabinets ministériels et directions d'administration centrale.

La réforme engagée par Macron est passée relativement inaperçue. Beaucoup considèrent que ces changements n'affectent jamais réellement la routine de fonctionnement de l'État. D'autres imaginent un pur symbole visant à faire croire aux citoyens que la nouvelle présidence serait humble et économe. Les deux présidents précédents n'ont-ils pas usé de la même « ficelle » pour mieux faire marche arrière ?

Pourtant, cette fois-ci, la réduction opérée est telle, qu'elle peut inverser les rapports de force entre cabinets et administrations centrales.

« Le président actuel connaît la capacité de résistance aux réformes des « élites de l'État ». Il a fait le choix de remettre les directions des administrations centrales au cœur de processus de prise de décision, comme au début des Trente Glorieuses »

Dans leur nouveau format, les cabinets n'ont plus la capacité de travail suffisante pour mener de front les batailles interministérielles autour des arbitrages budgétaires, la préparation des textes de réforme pour le Parlement, tout en contrôlant les puissantes administrations centrales. Les cabinets ne disposent plus des ressources humaines suffisantes pour jouer sur ces trois tableaux.

Ce choix a été effectué à dessein. Issue d'un grand corps de l'État, l'Inspection générale des finances, le président actuel connaît la capacité de résistance aux réformes des « élites de l'État ». Il a fait le

choix de remettre les directions des administrations centrales au cœur de processus de prise de décision, comme au début des Trente Glorieuses, en les émancipant de la tutelle des cabinets ministériels.

Il s'agit d'une rupture avec les présidences précédentes, durant lesquelles bien souvent les administrations centrales se sont trouvées alternativement contraintes par la réduction des budgets publics et boucoulées par des orientations maladroites imposées par les cabinets ministériels. C'est durant

cette période que certaines d'entre elles, telle que la direction de la Sécurité sociale (DSS), ont anticipé le changement en renforçant cette période que certaines d'entre elles, telle que la direction de la Sécurité sociale (DSS), ont anticipé le changement en renforçant

significativement leurs effectifs. Face à la pression exercée par Bercy et certains cabinets ministériels, la DSS s'est investie du rôle de « gardienne » du système d'assurance-maladie à la française. La réforme va donc permettre aux directions d'administration centrale de s'approprier plus facilement les nouvelles orientations programmatiques. Pour y donner un sens encore plus fort, le gouvernement a signé avec hauts fonctionnaires de ces directions que l'absence d'une forte loyauté dans l'exécution de leur mission pourrait conduire à des mouvements de personnels.

Bien entendu, un tel choix ne va pas manquer de réactualiser la question de la neutralité de nos hauts fonctionnaires. Mais toutes les études sérieuses démontrent que leur carrière est, d'ores et déjà, fondamentalement politique.

D'un point de vue sociologique, la réforme facilitera probablement une transition entre générations au sein du corps des directeurs d'administration centrale. D'un point de vue politique, cela revient à introduire un système de « porte tourniquet » (*revolving door*) à l'image des États-Unis où après chaque présidentielle, toutes les têtes de l'administration sont remplacées.

La transformation des carrières des hauts fonctionnaires s'inscrit dans un mouvement plus global. La formation des élites a profondément changé. Le développement des Masters à Sciences Po a eu raison du lien organique entre la célèbre section « service public » et l'ENA. Le magistère de la culture juridique s'est effacé au profit d'un questionnement sur l'économie et l'efficacité des politiques publiques. Aujourd'hui, les jeunes énarques cumulent leur diplôme avec ceux d'HEC, l'Essec, de l'ESCP, mais également ceux de Master of Business Affairs, Master of Public Affairs des prestigieuses universités anglo-américaines. C'est ce nouveau profil d'énarques qui pousse les portes du pouvoir d'État. « Directeur de recherche au CNRS, université de Montpellier. Auteur de « Sociologie politique des élites », Armand Colin (col. « U. Sociologie »), 2011.



WILLIAM GENIEYS

Passée relativement inaperçue, la réforme des cabinets ministériels lancée par Macron signifie le retour en puissance des administrations centrales.

TOUS AU SHOW, c'est Noël !

CIRQUES SHOWS THÉÂTRE OPÉRA

Ticketac.com